

CHAP. XLVIII

Loi concernant le Code de procédure civile de la province de Québec

[Sanctionnée le 9 janvier 1897]

ATTENDU qu'un projet de code, préparé par la com- Préambule.
mission chargée, en vertu de la loi 57 Victoria, chapitre
9, de reviser le Code de procédure civile du Bas-Canada, a
été soumis à la législature, aux fins d'être déclaré loi par
acte législatif ;

Attendu que ce projet et les amendements contenus dans
le dernier rapport du comité conjoint des deux chambres
chargé de l'examen du dit projet, ont été finalement adoptés
par les deux chambres, et qu'il convient de leur donner
force de loi ;

Attendu de plus qu'il est à propos de statuer que les dis-
positions se rapportant au Code de procédure civile, adoptées
pendant la présente session, soient incorporées dans le dit
projet ;

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consente-
ment de la législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le rôle imprimé, attesté comme étant celui du Code de
procédure civile de la province de Québec, par les signatures Rôle attesté du
Code de procé-
dure civile de
la province de
Québec.
du lieutenant-gouverneur et du procureur général, et déposé
au bureau du greffier de la législature, sera réputé être l'origi-
nal transmis par la dite commission.

Toutefois, les renvois aux lois, ouvrages ou décisions et les Renvois, etc.,
n'en forment
pas partie.
notes explicatives, à la fin de chaque article, de même que
les tables de concordance, n'en forment pas partie et pourront
en être omis.

2. La dite commission incorporera dans le rôle susdit les Insertion des
amendements
dans le code.
amendements, moins l'amendement No. 18, contenus dans
le dernier rapport du comité conjoint des deux chambres
chargé de l'examen du dit projet, en adaptant leur forme et
leur rédaction à celles du dit rôle, sans toutefois changer
l'effet de ces amendements, et en retranchant de ce rôle les
dispositions incompatibles avec ces amendements.

3. Le lieutenant-gouverneur pourra choisir celles des lois Insertion des
lois de cette
session dans le
code.
passées durant la présente session qu'il jugera à propos d'in-
corporer dans le dit rôle, et pourra les y faire incorporer par
la dite commission, laquelle y procédera en la manière pres-
crite par la section précédente.

Modifications
au rôle par la
commission.

4. La commission pourra apporter au dit rôle les modifications nécessaires qui n'en changeront pas le fond, en corrigeant les fautes typographiques, les erreurs de commission ou d'omission, les renvois d'une partie à une autre, les contradictions et ambiguïtés, et en amendant la rédaction des articles et des formules, ainsi que le numérotage et l'ordre des articles, des formules et des titres.

Impression du
rôle corrigé :
dépôt d'un
exemplaire du
code.

5. Dès que les additions et les changements au dit rôle seront complétés, la commission le fera imprimer tel qu'amendé et corrigé, et le soumettra au lieutenant-gouverneur qui pourra en faire déposer un rôle imprimé correct, attesté par sa signature et contresigné par le procureur général, au bureau du greffier de la législature, lequel rôle sera l'original du Code de procédure civile de la province de Québec.

Original du
code.

Proclamation
déclarant le
code en
vigueur.

6. Après le dépôt de ce rôle, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par proclamation, fixer le jour auquel il entrera en vigueur sous la désignation du *Code de procédure civile de la province de Québec*.

Renvois au
Code de procé-
dure civile du
B.-C. après
l'entrée en
vigueur du
nouveau code.

7. Les renvois dans les codes, statuts, règlements, arrêtés en conseil, proclamations ou documents quelconques au Code de procédure civile du Bas-Canada, ou à quelque disposition de ce code devront, après l'entrée en vigueur du Code de procédure civile de la province de Québec, être considérés comme renvois à ce dernier code, ou à la disposition de ce dernier code qui remplace la disposition du code de procédure civile du Bas-Canada à laquelle il est renvoyé.

Distribution
des exemplai-
res du code.

8. Les lois relatives à la distribution des statuts ne s'appliqueront pas au code, lequel sera distribué en la manière et aux conditions que pourra prescrire le lieutenant-gouverneur en conseil.

Impression de
cette loi et de la
proclamation
avec le code.

9. La présente loi, ainsi que la proclamation mentionnée dans la section 6, sera imprimée avec le code.

Lois incompati-
bles.

10. Sont abrogées les dispositions incompatibles avec la présente loi.

Entrée en
vigueur.

11. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.